

**En tant que médiateur entre des pays en conflit et des acteurs non étatiques, le Qatar tente de devenir un partenaire clé, aussi bien en tant que fournisseur de gaz, que par sa diplomatie audacieuse.**

*Francesca Cicardi*, journaliste et ancienne correspondante au Moyen-Orient.

# LE QATAR, UN MÉDIATEUR, NEUTRE ?, ENTRE ENNEMIS ACHARNÉS

Le 22 novembre dernier, le Qatar annonçait le premier – et pour l’instant unique – accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas sur la Bande de Gaza. La trêve de quatre jours entrainait en vigueur le 24 novembre et, au prix de négociations frénétiques et éprouvantes, les médiateurs qatariens parvenaient par deux fois à la prolonger, la faisant durer jusqu’au matin du 1<sup>er</sup> décembre. Pendant cette semaine de trêve, plus de 100 des otages capturés le 7 octobre par les miliciens islamistes ont été libérés, en échange de 240 femmes et enfants palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Depuis, tous les efforts du Qatar et des deux autres médiateurs (les États-Unis et l’Égypte) ont échoué à enrayer les hostilités et à permettre la libération des otages restés à Gaza – on calcule qu’ils sont au nombre de 130, dont 32 pourraient être morts. Bien que les négociateurs, conscients de l’importance religieuse et sociale majeure du Ramadan, ont tenté de parvenir à un nouvel accord avant le début du mois saint, il ne leur a pas été possible.

Ces dernières semaines, les représentants des parties au conflit et des États-Unis se sont fréquemment rendus au Caire, où se sont tenues les rondes de contact pré-Ramadan. Outre l’Égypte, la France est entrée en jeu en début d’année et Paris a rédigé une proposition qui a servi de base aux récentes conversations. Toutefois, Doha continue à être centrale dans la médiation entre Israël et le Hamas : le premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, Mohamed ben Abderrahmane Al Thani, s’est chargé personnellement des contacts et des conversations. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Majed Al Ansari, est devenu une figure fami-

lière de la diplomatie qatarie, chargé comme il est d’annoncer chaque entente entre les parties.

Une source proche du gouvernement qatari, familière des négociations, explique à notre publication que « le Qatar est en train de parler avec toutes les parties au conflit et de collaborer étroitement avec les partenaires régionaux et internationaux pour obtenir plus d’avancées ». Cette personne admet toutefois que « les complications de la guerre ont entravé la capacité de médiation ».

« Notre capacité à travailler en tant que médiateurs est limitée lorsque l’une des parties, ou les deux, poursuivent la violence. Nous n’allons cependant pas jeter l’éponge. Notre priorité reste celle de mettre fin à cette guerre, au massacre de civils innocents, et de trouver une solution négociée permettant d’assurer la remise en liberté des otages » affirme cette source, qui demande à garder l’anonymat.

Dès le premier accord, les deux grands piliers des négociations ont été l’humanitaire – stopper la guerre et permettre l’entrée de produits de base essentiels à Gaza – et la libération des otages, comme l’a expliqué Abderrahmane Al Thani lui-même, lors de la conférence de Munich sur la Sécurité, tenue à la mi-février.

Le Qatar et l’Égypte ont davantage mis l’accent sur l’accès de l’assistance humanitaire à la Bande de Gaza et sur la fin des hostilités, alors que, de son côté, les États-Unis et Israël priorisent la libération des otages et le démantèlement du Hamas – ce dernier point étant l’objectif déclaré d’Israël. Les deux parties au conflit ne négocient jamais directement, mais par l’intermédiaire de représentants ou du pays avec lequel elles ont le plus d’affini-



Rencontre entre Al Thani, premier ministre et ministre des Affaires étrangères qatari, et Antony Blinken, secrétaire d'État des États-Unis. Washington, DC, 5 mars 2024./TASOS KATOPODIS/GETTY IMAGES

té. Ainsi, les délégués du Hamas ne se réunissent jamais avec les États-Uniens ni avec les Israéliens, mais avec les Qataris et les Égyptiens, qui se chargent d'exposer la position des islamistes aux représentants des États-Unis et d'Israël – ces deux considérant que le Hamas est une organisation terroriste et qu'il serait impensable de l'accepter comme interlocuteur.

Dans cette diplomatie itinérante, le Qatar est le seul pays à entretenir de bonnes relations avec toutes les parties. Et ce, grâce à sa relative neutralité ou à l'absence de conflits ouverts avec le reste des acteurs. Sans chercher plus loin, il existe entre l'Égypte et le Hamas de nombreux points de réticence et, même si les islamistes traitent avec Le Caire, ils n'ont pas confiance dans un régime qui, avec Israël, maintient un blocus sur la Bande de Gaza, depuis que le Hamas a pris le pouvoir en 2007. Cela fait des années que le gouvernement qatari finance et accueille le Hamas qui, en 2012, a transféré son bureau politique de Damas à Doha, au moment où la Syrie commençait à sombrer dans la guerre civile. Certains des leaders les plus importants du Mouvement de Résistance islamique (dont Hamas est l'acronyme en arabe), tel Ismaël Haniyeh, habitent depuis longtemps dans la capitale qatari.

La monarchie des Al Thani représente une version de l'islam politique semblable à celle qu'a instaurée Recep Tayyip Erdogan en Turquie. Elle est issue de l'idéologie des Frères musulmans, dont la branche palestinienne a donné naissance au Hamas dans les années 1980 – bien que, à la différence de la plupart des filiales

de l'organisation présentes dans les pays de la région, le Hamas n'a jamais renoncé à la violence.

Doha bénéficie aussi d'une position privilégiée vis-à-vis de l'Occident. C'est un partenaire stratégique de Washington (qui possède dans ce pays du golfe Persique sa plus grosse base militaire du Moyen-Orient) et parce que l'administration Biden l'a désigné en 2022 comme un « allié important hors OTAN », lui accordant un statut spécial dont jouissent aussi Israël et l'Égypte, par exemple. « La perspective du Qatar est que la désescalade n'est possible que lorsque les canaux de communication restent ouverts avec toutes les parties impliquées dans un conflit ou dans un différend » affirme la source officielle qatarie. Mais elle ajoute : « Il ne faut pas confondre notre engagement pro dialogue avec un quelconque soutien de l'une ou l'autre des parties impliquées ».

### DOHA, UN 'PARTENAIRE FIABLE'

Non seulement le Qatar a joué le rôle de médiateur dans le monde arabe et entre des acteurs de sa zone d'influence, mais il a aussi su acquérir la confiance d'autres gouvernements et dans des conflits aussi lointains que celui de l'Ukraine. Ainsi, le 19 février, le ministère des Affaires étrangères annonçait la réunification de onze enfants ukrainiens avec leurs familles, suite à la médiation qatarie menée avec la Russie. Le ministère a tenu à souligner au moyen d'un communiqué que « les efforts de médiation que le Qatar effectue actuellement pour réunir les enfants ukrainiens et leurs familles sont un prolongement de son approche en matière de médiation et de résolution des différends par des moyens pacifiques (...) et un reflet de l'engagement durable du Qatar envers les principes humanitaires et la solidarité internationale ».

## Lorsqu'il a conçu sa politique extérieure, l'un des objectifs du Qatar était de s'éloigner et se différencier de la ligne marquée par l'Arabie saoudite

Ce mantra, repris par tous les dirigeants qataris, est parvenu à convaincre le plus grand nombre et à forger une certaine image du pays.

« Le Qatar sert de médiateur depuis plus de 25 ans et a, au fil de ce temps, conquis la confiance et le soutien de ses partenaires internationaux », affirme la source gouvernementale. « Nos motivations ne sont pas sous-tendues par des considérations relatives à notre image ou à notre réputation. Malgré les critiques qui résultent de notre effort en faveur de la paix dans la région, nous avons toujours dit que cet effort vaut la peine s'il parvient à sauver ne serait-ce qu'une vie humaine. »

L'Arabie saoudite avait, elle aussi, tenté de se présenter comme médiatrice dans le conflit ukrainien pour des raisons purement « humanitaires » et avait obtenu, en septembre 2022, la remise en liberté de 10 combattants étrangers capturés par la Russie en Ukraine, parmi lesquels se trouvaient cinq Britanniques et deux États-Uniens. Elle a organisé, en août 2023, une conférence de paix à Djeddah, ville des bords de la mer Rouge, à laquelle ont participé plus de 40 pays, dont les États-Unis et la Chine, mais pas la Russie. Cependant les efforts consentis par le prince héritier Mohamed Ben Salman (MBS) – qui cherchait probablement à redorer son image internationale et à être considéré comme un homme de paix, et non plus comme celui qui avait ordonné l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, en 2018 – n'ont pas donné leurs fruits sur le long terme et Riyad n'a pas pu s'ériger en médiateur neutre et fiable. Ses intérêts sont plus évidents et sont en général liés au souhait de blanchir et moderniser son image, et de prouver que son rôle n'est pas uniquement celui d'un exportateur de pétrole. MBS s'est aussi rapproché de la Russie et de la Chine pour diversifier ses alliances. Ces deux pays ne pointent pas du doigt les violations des droits humains commises en Arabie saoudite, contrairement à Washington, son incommode partenaire traditionnel.

Lorsqu'il a conçu sa politique extérieure, fondée sur le dialogue et le multilatéralisme, l'un des objectifs du Qatar était de s'éloigner et se différencier de la ligne marquée par le grand frère des petits émirats du golfe Persique, le royaume des Saoud. Depuis les années 1990, Doha a cherché à être indépendante et à œuvrer sans la bénédiction de l'Arabie saoudite, ce qui a été en grande partie possible grâce à ses réserves de gaz naturelles, les troisièmes les plus importantes du monde.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, le rôle que le Qatar pouvait jouer en tant que fournisseur de gaz naturel est devenu manifeste et l'Europe a témoigné plus d'intérêt pour ce petit pays arabe, qui envoyait jusque-là le gros de sa production en Asie. En 2021, la Russie a été de loin le plus important exporta-

teur de gaz en Europe (avec plus de 40 % du total) et le Qatar n'était qu'un pays parmi d'autres à fournir les Vingt-Sept en gaz. Dès le départ, les Qataris ont admis qu'ils n'avaient pas la solution à la crise énergétique causée par la guerre – autrement dit, qu'ils ne pouvaient pas combler le vide laissé par le géant russe –, mais ses exportations vers l'Union européenne sont allées croissant, moyennant plusieurs accords à long terme signés au cours des deux années qui ont suivi le conflit. En 2023, le Qatar a apporté 5,3 % du gaz importé par les pays européens, derrière le Royaume-Uni et d'autres producteurs d'Afrique du Nord (l'Égypte et l'Algérie notamment), selon des données récentes de la Commission européenne.

Après avoir été reconnu à l'internationale comme un partenaire fiable, au plan énergétique, politique et militaire (ce qui a conduit Washington à transférer en 2003 son centre d'opérations au Moyen-Orient d'Arabie saoudite à la base d'Al Udeid, située à proximité de Doha), le Qatar a su garder l'équilibre entre l'Occident et l'Orient et entre Sunnites et Chiïtes, et a mené une politique extérieure indépendante, parfois très ambitieuse, voire agressive – ce qui n'a pas manqué de déplaire à ses voisins et à d'autres pays arabes, auxquels plus d'une crise diplomatique l'a opposé, au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Il n'a pas été facile au Qatar de se positionner de sorte à ce que des acteurs non étatiques catalogués comme terroristes et stigmatisés par la communauté internationale, tels les Talibans, ou des pays de bien plus grande envergure que l'émirat, le considèrent comme un médiateur fiable et, d'une certaine manière, neutre. Pour ce qui est des Talibans, le Qatar n'a pas reconnu leur gouvernement en Afghanistan, avant l'intervention américaine de 2001 (ce qu'avaient fait l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Toutefois, Doha s'est imposée comme le seul et unique interlocuteur entre-eux et Washington. L'une de ses plus belles réussites diplomatiques a été l'accord historique passé entre les Talibans et les États-Unis, signé dans la capitale qatarie, en février 2020. Ce pacte, convenu après une médiation d'environ deux ans entre l'administration Trump et le mouvement extrémiste afghan, incluait le départ des troupes des États-Unis, présentes depuis presque 20 ans en Afghanistan. La source officielle du gouvernement indique que « leur expérience de médiateurs ne serait pas demandée si le différend ou le conflit était facile à résoudre ». « Notre rôle et notre responsabilité de médiateur est de consentir tous les efforts possibles pour obtenir le meilleur résultat, mais le succès final des négociations dépend des parties » ajoute-t-elle.

Le Qatar est parvenu à gagner la confiance des dirigeants talibans, qui ont eux aussi un bureau à Doha (depuis 2013) et a réussi à faire s'asseoir à la même table leurs représentants et ceux des États-Unis. D'ailleurs, Washington a consenti à ce que les Talibans et les islamistes aient une présence à Doha car c'est la seule façon de maintenir des canaux de communication ouverts avec eux, via les autorités qataries – qui ont, pour leur part, accepté de jouer ce rôle, épineux et non exempt de risques.

Lorsque les Talibans ont retourné en août 2021, le Qatar a été pratiquement le seul interlocuteur du nouveau pouvoir *de facto* à Kaboul. Au cours des deux premières semaines du retrait chaotique de l'armée américaine d'Afghanistan, près de la moitié des personnes que

# Le Qatar a eu besoin de se présenter en acteur international important suite à l'isolement diplomatique, politique et commercial auquel il a été soumis par ses voisins – l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les EAU – et par l'Égypte de 2017 à 2021

les États-Unis et leurs alliés voulaient faire évacuer est passée par le Qatar, seul pays à avoir affrété des avions de sa ligne aérienne nationale. De même, les négociateurs qatariens sont parvenus à faire sortir de Gaza les ressortissants de différents pays enlevés par le Hamas, au moyen d'accords bilatéraux passés entre les islamistes et ces pays, dont les États-Unis et la Russie.

Si l'État qatari a eu le besoin de se présenter en acteur international important et, à l'occasion, indispensable, c'est surtout suite à l'isolement diplomatique, politique et commercial auquel il a été soumis par trois de ses voisins et par l'Égypte, de 2017 à 2021. L'Arabie saoudite, le Bahreïn et les EAU avaient accusé le Qatar d'ingérence dans leurs affaires internes et de soutenir des groupes islamistes radicaux – plus exactement les Frères musulmans, dont un grand nombre s'était réfugié à Doha, suite au coup d'État qui avait renversé Mohamed Morsi en Égypte, en 2013. Les pays limitrophes avaient fermé leurs frontières, interrompu leurs échanges commerciaux et interdit aux avions de la Qatar Airways de survoler leur territoire. Les monarchies sunnites du Golfe, et surtout la saoudite, n'appréciaient pas le lien que les autorités qatariennes entretenaient avec l'Iran – la puissance perse chiite étant perçue comme une rivale par les Arabes sunnites et, plus précisément, par le pays qui accueille les deux lieux les plus sacrés de l'islam (La Mecque et Médina).

Doha avait refusé de rompre avec Téhéran et de fermer son influente chaîne de télévision, Al Jazira, mais avait dû exercer une politique extérieure plus discrète et moins combative pour que le quartet arabe lève son embargo – et sans doute a-t-il dû se plier à d'autres concessions, pour contenter ses adversaires. Ce blocus a certes entamé l'économie qatarie, mais il a aussi été l'occasion de se projeter par-delà le golfe Persique et le monde arabe et musulman. Le Qatar estime en être sorti victorieux et plus résilient. En organisant la première Coupe du monde de football dans la région, il s'est définitivement imposé sur la scène mondiale comme puissance à part entière, même si ce grand événement sportif a braqué les projecteurs sur la situation des droits humains dans le pays, et surtout sur les abus et l'exploitation imposés aux travailleurs migrants, qui ont participé à la construction des équipements nécessaires.

## AL JAZIRA, LA VOIX DU QATAR DANS LE MONDE

Pour ce qui est du rayonnement du Qatar dans le monde, on ne peut méconnaître le rôle joué par Al Jazira, fondée en 1996 par les Al Thani et en grande mesure financée, jusqu'à aujourd'hui, par l'État. Sa chaîne d'information 24h/24 a été une révolution dans le monde arabe : c'était la première à transmettre dans sa langue et à aborder des sujets qui intéressaient une audience allant du Ma-

roc à l'Irak. Surtout, Al Jazira n'était pas seulement le porte-parole des gouvernants, comme l'étaient les autres télévisions nationales des pays arabes, mais offrait une plate-forme à toute sorte d'opinions, donnait la parole à des opposants et à des critiques des régimes de la région – sauf au qatari, bien sûr – et a même été le média choisi par le réseau terroriste Al Qaida pour transmettre ses messages au monde (ce qui lui a valu de nombreuses critiques et accusations de collaborationnisme). La chaîne était jugée indépendante et jouissait de popularité, car elle se positionnait en faveur des causes palestiniennes, d'abord, et des opprimés. Mais cela a changé avec l'arrivée du Printemps arabe. Al Jazira a été utilisée par le gouvernement qatari pour exercer une influence dans les pays qui vivaient un bouleversement historique – la Tunisie et l'Égypte, par exemple – et dans les conflits qui débutaient en Libye et en Syrie. La chaîne a soutenu les Frères musulmans qui avaient, à des degrés divers, surgi comme alternative aux dictatures, car constituant des mouvements d'opposition expérimentés et plus organisés que les jeunes qui avaient pris d'assaut les rues pour renverser leur dictateur. C'est peut-être en Égypte que le professionnalisme d'Al Jazeera a été le plus remis en question. En effet, sa chaîne *Mubasher Misr* a soutenu la montée au pouvoir du président islamiste Morsi et a continué à être un porte-parole des Frères jusqu'après le coup d'État militaire de 2013 – ses journalistes ont été poursuivis et ont dû s'exiler à Doha et plusieurs de ses reporters ont été condamnés à de lourdes peines de prison, certains étant même inscrits sur la liste des « terroristes » tenue par le régime d'Abdelfattah Al Sissi.

Suite à l'embargo du quartet arabe, Al Jazira a dû modérer sa ligne éditoriale, qui n'a jamais cessé de répondre aux intérêts du Qatar, de façon plus ouverte ou plus subtile, suivant le moment. L'énorme quantité d'argent que l'État a investi dans ce projet (qui a aujourd'hui des chaînes en arabe et en anglais, et une consacrée à la région des Balkans dans les langues locales) montre bien l'importance que le Qatar a toujours accordée au *soft power*, exercé par le biais des médias, de la culture et du sport.

L'absence de certaines libertés fondamentales et la mort de milliers d'ouvriers de la construction lors des années qui ont précédé la Coupe du monde n'a pas entièrement terni sa réputation internationale, que les autorités ont su maquiller par une diplomatie « pacifiste » et une rhétorique peu guerrière pour une région où les tambours de guerre grondent toujours. Sa position dans l'actuelle crise de Gaza, où l'aspect humanitaire l'emporte sur les rivalités traditionnelles du Moyen-Orient et sur l'affrontement historique entre les Arabes et Israël, contribue à cimenter sa réputation de médiateur neutre. Même s'il reste à savoir s'il obtiendra un accord pour mettre fin au plus tôt au massacre et à la souffrance des Gazaouis./